

# Espagnols et Portugais font barrage

Mis sous pression par les marchés et les agences de notation, l'Espagne et le Portugal veulent éviter le sort de la Grèce. Et décrètent une cure d'austérité pour venir à bout de leurs déficits budgétaires.

Par **Geoffrey Dirat**

**Considérés par certains analystes comme les prochains maillons faibles de la zone euro**, l'Espagne et le Portugal se retrouvent dans l'œil du cyclone qui agite et panique les marchés financiers. Sur fond de crise grecque, l'agence de notation Standard & Poor's a simultanément dégradé, la semaine dernière, les notes de crédit des deux voisins ibériques, les assortissant d'une « perspective négative ». Faisant craindre ainsi le scénario du pire, celui de la contagion, avec un effet domino sur les pays les plus lourdement endettés de l'Eurogroupe. Depuis, les gouvernements espagnols et portugais sortent les rames et multiplient les effets d'annonce pour rassurer les investisseurs.

**APPEL AU CALME.** « Nous avons un plan très sérieux de consolidation fiscale et de réduction du déficit », a immédiatement réagi la numéro deux du gouvernement Zapatero, Maria Teresa Fernandez de la Vega, appelant les marchés à « la tranquillité ». Grâce à son plan d'austérité de 50 milliards d'euros, Madrid prévoit de ramener son déficit de 11,2 % du produit intérieur brut (PIB) en 2009 à environ 3 % en 2013. L'objectif étant de respecter le seuil plafond fixé par le traité européen

Maastricht. « Nous sommes en train de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour tenir nos engagements », a martelé la vice-présidente. Pêle-mêle, l'Espagne a décidé de supprimer 32 organismes ministériels et 29 entreprises publiques. Une mesure plus emblématique qu'autre chose, avec un gain limité à 16 millions d'euros par an. Moins symbolique, la pression fiscale va augmenter d'environ 1 point de PIB, la TVA passera de 16 % à 18 %, les embauches dans la fonction publique sont gelées, les indemnités de licenciement baissées et l'âge de départ à la retraite passe de 65 à 67 ans. Parallèlement, le gouvernement vient aussi de lancer des négociations avec les partenaires sociaux pour réformer le marché du travail. À l'heure de la rigueur, les Espagnols grognent, mais ne sont pas encore descendus dans la rue.

**AYEZ... CONFIANCE.** Contrairement à leurs voisins portugais, qui ont organisé depuis le début de l'année 21 grèves et 48 manifestations pour protester contre la cure d'austérité imposée par le gouvernement lusitanien. Plus enclin à rassurer les mar-

chés, le premier ministre socialiste José Socrates ne compte pas changer son fusil d'épaule. Il répète à l'envie que « le gouvernement prendra toutes les mesures - je répète toutes les mesures - qui pourraient être nécessaires pour renforcer la confiance dans l'économie portugaise et dans sa capacité à atteindre ses objectifs. » Après le coup de semonce de l'agence Standard & Poor's, majorité et opposition ont carrément décrété l'union sacrée face à la « spéculation », décidant d'un commun accord d'avancer d'une année des mesures de rigueur prévues pour 2011. Approuvé par Bruxelles, le plan portugais prévoit de ramener le déficit public à 2,8 % du PIB en 2013, contre 9,4 % en 2009. Grâce au gel des salaires des fonctionnaires (environ 12 % de la population active) et au maintien du SMIC à 450 €. Grâce aussi à des coupes dans les dépenses de l'État, avec la suppression de certaines allocations, conjuguées à un relèvement de la fiscalité sur les hauts revenus. De quoi se mettre à dos les syndicats portugais, qui ont proclamé la grève générale pour le 29 mai. ←

## « Pas comparable »

Selon les experts, la situation ibérique est loin de la tragédie grecque. Certes fragilisés après la décision de Standard & Poor's de dégrader leur dette, les deux voisins restent encore des pays sûrs pour les investisseurs. Contrairement à la Grèce, « la capacité de paiement de l'Espagne ou du Portugal n'est pas en cause », indique ainsi Fernando Fernandez, économiste à l'IE Business School de Madrid. Son homologue de l'école Esade, Josep Martinez Sayeras, explique lui que l'économie espagnole est « beaucoup plus grosse » que la grecque, et donc mieux armée face à la crise. Il ajoute également que la dette publique de Madrid (53,2 % du PIB) est « bien plus basse » que celle d'Athènes (115,1 % du PIB). De l'autre côté de la frontière, le discours est identique. « La Grèce a un problème de liquidités à court terme, qui remet en cause le respect de ses obligations en matière de dette, tandis que le Portugal a un problème de croissance économique face à une trajectoire insoutenable de la dette publique », souligne l'ancien ministre portugais des Finances, Eduardo Catroga. Économiste chez BNP-Paribas, Philippe Sabuco dresse le même constat que ses confrères espagnols. « Du point de vue des fondamentaux économiques, la situation du Portugal n'est pas comparable à celle de la Grèce », affirme-t-il. Le Portugal devant faire face à une dette de « seulement » 76,6 % du PIB. ←